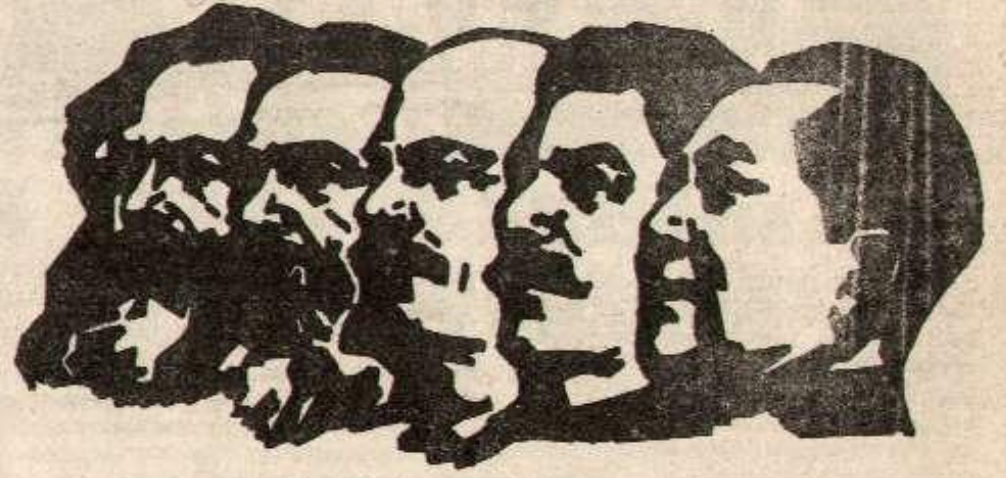


Front rouge

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

organe central du Parti Communiste Révolutionnaire (m.l.)

16 JUIN 75 - suppl- à Front rouge n° 160 BP 161 75864 PARIS Cedex 18 CCP FRONT ROUGE 31. 191. 14 LA SOURCE 1F.

après la mort de Bernard CABANES **HALTE AUX PROVOCATIONS, HALTE A LA REPRESSION CONTRE LES OUVRIERS GREVISTES !**

La lutte engagée par les ouvriers du « Parisien Libéré » prend une nouvelle dimension, qui dépasse et de loin le cadre des imprimeries du trust Amaury. Il suffit pour s'en rendre compte de mesurer la campagne déclenchée à l'initiative du ministre de l'intérieur, après la mort de Bernard Cabanes, journaliste à l'AFP, homonyme du rédacteur en chef du « Parisien Libéré ».

« C'est un acte de provocation qui me paraît plutôt d'origine gauchiste par analyse politique », a déclaré le ministre de l'intérieur Poniatowski, sans étayer par le moindre « raisonnement » cette « analyse politique » annoncée.

Les conséquences de cet attentat montrent rapidement qu'il s'agit d'une provocation, et désignent qui tire ignoblement profit aujourd'hui du meurtre de Cabanes. On se rappelle la situation au début de la semaine dernière : c'est la bourgeoisie qui est mise en accusation directement par les travailleurs, à propos des agressions systématiques qu'elle organise contre les ouvriers en grève. L'actualité politique, c'est la révolte contre les agressions des CRS et la création de milices patronales matraques au poing, chiens en laisse, qui, en liaison avec la police, ont blessé les grévistes. Au lendemain de l'attentat contre Bergeron, et contre l'homonyme du rédacteur en chef du « Parisien Libéré », cette situation est renversée : Poniatowski met en cause les ouvriers du livre, accusés d'avoir « multiplié les actes de violence », et « la violence appelle la violence » dit-il ; il est relayé par Bergeron qui affirme, mettant en cause lui aussi les ouvriers du livre et ceux qui dénoncent sa trahison des intérêts de la classe ouvrière : « Les campagnes de dénigrement, les campagnes de calomnies et de mensonges laissent toujours des traces et elles débouchent tôt ou tard sur la violence ».

On voit en clair qui aujourd'hui la bourgeoisie met en accusation : les travailleurs, les révolutionnaires. Certes, Poniatowski n'ose pas les mettre directement en cause (ne serait-ce que parce que la plupart des ouvriers du « Parisien » savent précisément où habite le rédacteur en chef de ce journal et ne se seraient pas laissés abuser par l'homonyme du journaliste de l'AFP) mais il sous-entend qu'effectivement ce sont les ouvriers qui ont engendré cette violence. Certes Poniatowski est bien en mal pour fournir aujourd'hui la moindre preuve valide que des révolutionnaires seraient impliqués dans la mort du journaliste de l'AFP, mais ce n'est pas ce qui empêche ses déclarations réactionnaires. L'exemple de l'Italie

est là pour prouver, que la bourgeoisie n'hésite pas à créer un climat d'incertitude politique en organisant directement ou indirectement la recrudescence des actes terroristes, utilisant le climat ainsi créé pour développer une législation réactionnaire, pour perpétrer des actions répressives contre les travailleurs et les révolutionnaires présentés comme les responsables de ce climat d'incertitude. Dans notre pays plus d'une centaine d'actions terroristes ont été recensées par le ministre de l'intérieur qui n'en a jamais découvert les auteurs.

Face à cette situation, les travailleurs doivent renforcer toute leur vigilance, et faire front pour s'opposer aux actes de répression de la bourgeoisie. Le fait que les travailleurs rejettent la politique de crise de la bourgeoisie, rejetant toute la démagogie giscardienne et engagent fermement la lutte, met à bas toute la politique de tromperie développée par le gouvernement particulièrement depuis un an, et laisse la bourgeoisie sans réponse face aux revendications des travailleurs. Le développement de la répression, la campagne réactionnaire de Poniatowski, ne font que traduire les difficultés de la bourgeoisie à tromper les travailleurs, la peur qui l'habite de voir dans de nombreuses entreprises les travailleurs rompre avec leurs hésitations et engager la lutte.

Tous les travailleurs doivent se solidariser de leurs camarades victimes de la répression, et les rejoindre dans la lutte. Ils doivent mettre en échec le chantage de Poniatowski, et ne pas laisser la direction de leur lutte contre la répression aux mains de gens qui, comme ceux du P(C)F, tentent de récupérer leur révolte au profit de leur querelle avec le PS sur le thème des « libertés ».

**HALTE A LA CAMPAGNE
REACTIONNAIRE DE PONIATOWSKI**

**SOLIDARITE AVEC LES TRAVAILLEURS
EN LUTTE**

**HALTE A LA REPRESSION CONTRE
LES OUVRIERS GREVISTES**

Notre Parti réprovoque catégoriquement l'attentat qui a entraîné la mort du journaliste de l'AFP, Bernard Cabanes. En l'occurrence le caractère provocateur de cet attentat ne fait aucun doute. Fidèle au marxisme-léninisme, notre Parti a bien entendu toujours refusé de recourir à de telles pratiques dans son activité révolutionnaire.

PARISIEN LIBERE

LES travailleurs du « Parisien Libéré » poursuivent l'occupation de leurs imprimeries avec la même détermination. La bourgeoisie hésite à envoyer sa police pour les expulser. Pour les travailleurs une question se pose maintenant : comment empêcher Amaury de sortir son journal à Saint-Ouen et à Chartres.

PAGE 2



ASSISES DE L'UDR ET DES REFORMATEURS

ASSISES de l'UDR et des réformateurs : les contradictions entre les partis de la « majorité » sont placées sous le signe du déclin du gaullisme et de la préparation de « l'ouverture » vers le PS.

PAGE 3

ITALIE : DES ELECTIONS DANS UNE SOCIETE EN CRISE

ELECTIONS en Italie : avec la fin du « miracle économique » les partis bourgeois tentent de régler leurs difficultés : La Démocratie Chrétienne par la « stratégie de la tension », le P(C) italien par le « compromis historique » avec la DC, et tous réunis pour le renforcement de la dictature sur les masses.

PAGE 4



ELECTIONS EN ITALIE : une société en crise

Les élections qui se déroulent le 15 juin en Italie, ont comme arrière-plan l'effondrement du « miracle » italien. La Démocratie Chrétienne au pouvoir, par le biais de diverses combinaisons parlementaires, depuis trente ans, en a été le principal bénéficiaire : 80 % des postes de direction et d'administration dans les instituts industriels qui contrôlent une grosse partie de l'industrie italienne, sont tenus par des membres de la Démocratie Chrétienne.

L'Italie détient un certain nombre de records européens : l'inflation a atteint plus de 20 % en 1974 ; le chômage touche 1.150.000 personnes au moins.

A Naples, le chômage touche le quart de la « population active » ; Fiat, l'un des plus beaux fleurons du « miracle » italien, est frappé de plein fouet ; Agnelli, le PDG, a annoncé dès janvier que ses usines ne tourneraient qu'à 50 %, avec pour conséquence immédiate, l'annonce du chômage partiel pour 80.000 travailleurs.

La hausse des prix et le chômage entraînent de nombreuses luttes de masse : grèves, refus massif des hausses de prix dans les transports en commun, toutes luttes qui rendent sensible le refus de la classe ouvrière italienne de payer la crise.

LA STRATÉGIE DE LA TENSION

La Démocratie Chrétienne voit sa crédibilité entamée par le clignotant échec du « miracle italien ». Elle risque sur le terrain électoral d'en faire la première les frais. Sa position dominante est fortement discutée par les autres partis bourgeois. Aussi met-elle à profit « le développement de la criminalité et de la violence politique », pour se présenter comme le parti d'ordre le mieux à même de réduire les tensions.

La vague de crimes, d'attentats et d'enlèvements sur laquelle s'appuie la Démocratie Chrétienne pour développer sa propagande, ne se limite pas à une tactique électorale. C'est avant tout une arme contre les masses, aux mains de la bourgeoisie italienne.

Depuis 1969, les crimes se sont multipliés : attentats de Milan, de Brescia au mois d'avril, assassinat de manifestants anti-fascistes par des commandos fascistes et la police. Tous ces crimes, dont les responsables sont des fascistes connus, alimentent une intense campagne contre les mouvements de masse et les révolutionnaires qui y participent. Tous sont prétexte à faire l'amalgame entre « l'extrémisme de droite et de gauche », à opérer des arrestations et des perquisitions, non pas parmi les seuls fascistes, mais surtout, dans les milieux révolutionnaires. Les magistrats qui étaient réticents à engager des poursuites contre les groupes révolutionnaires et dénonçaient les organisations fascistes comme responsables de complots criminels, ont été accusés par le procureur de « faire de la politique ». Miceli, ancien chef des services secrets, ayant été mêlé à des opérations fascistes, a été libéré. Tous les obstacles possibles sont dressés pour que la « piste noire » des groupes fascistes ne soit pas suivie, que leur action et les complications dont ils bénéficient, restent dans l'ombre.

La campagne d'attentats fascistes a servi de justification à « la loi de police ». Cette loi permet notamment à la police d'arrêter et de maintenir en garde à vue quiconque sera jugé suspect ; « en cas d'urgence », elle peut perquisitionner sans mandat et utiliser les armes, légalement, plus facilement. Quand on se rappelle comment la police a combiné son action avec celle des groupes fascistes lors des assassinats de manifestants en avril, il apparaît clairement que ces lois sont dirigées directement contre le mouvement de masses. L'organisation « Avanguardia Operaia » est déjà sous le coup d'une enquête visant à la mettre hors-la-loi.

LE COMPROMIS HISTORIQUE

Si la bourgeoisie italienne recourt à la violence ouverte contre le mouvement de masse, elle ne renonce pas pour autant à la politique de collaboration de classes. Ainsi par exemple, chez Fiat, pour faire accepter le chômage partiel, 93 % des salaires bruts seront versés aux ouvriers touchés.

Les révisionnistes italiens proposent la réalisation d'un « compromis historique », une grande alliance des partis bourgeois et révisionnistes, avec la Démocratie Chrétienne, en vue selon leurs propres paroles, « d'affronter et de surmonter la crise si grave et si lourde que traverse l'Italie ». Au 14^e Congrès du P(C), qui a défini cette politique, Berlinguer déclarait : « Il faudra produire plus, ne pas gaspiller mais épargner, utiliser comme il faut chaque ressource, convertir l'économie et l'administration selon des critères d'efficacité et de rigueur ».

Par cette nouvelle politique, le P(C) aspire à être le gestionnaire de l'impérialisme italien aux côtés de la Démocratie Chrétienne. Elle est complémentaire de la politique terroriste de la Démocratie Chrétienne : d'un côté, la répression pour endiguer la volonté de lutte des masses, de l'autre, la tentative de canaliser ce mécontentement au profit de la remise en selle du système impérialiste en pleine pourriture.

Jusqu'à présent les révisionnistes ont reçu des refus secs de la direction du parti démocrate chrétien. C'est parce que la bourgeoisie compte mieux utiliser la politique révisionniste dans l'opposition, tout en menant sa politique de répression. D'autre part, la Démocratie Chrétienne étroitement attachée à l'impérialisme américain, répugne à laisser au social-impérialisme, la possibilité de mieux pénétrer en Italie. Mais la bourgeoisie italienne sait qu'elle a cette carte en réserve pour le cas où les moyens mis en œuvre aujourd'hui ne suffiraient plus.

Maintien de la Démocratie Chrétienne dans sa position dominante ou « compromis historique », les enjeux des élections en Italie ne recouvrent en rien les aspirations des masses, leur volonté de mettre en échec la tentative bourgeoise de leur faire payer la crise. Pour elles, elles veulent mettre en échec la politique de tension qui justifie le renforcement de l'appareil de répression et la politique de collaboration de classes, qui s'opposent à leurs aspirations.

Grégoire CARRAT.



Manifestation anti-fasciste en Italie

PAYS BASQUE

Malgré l'état de siège,

Malgré les gardes civils et les flics en tenue de guerre tirant à vue, fouillant les maisons et les cafés, malgré les rafles monstres, les milliers d'arrestations, les tortures et les coups infligés aux détenus, malgré le fascisme et contre lui.

Le 11 juin le pays basque était debout dans la lutte :

15.000 en Biscaye, 50.000 en Guipuzcoa : la classe ouvrière a arrêté le travail, les grands bagnes de General Electric, d'Eskaladona (chantiers navals), de Mecanica la Pena, d'Astra..., étaient paralysés. Grève totale à Renteria, Eibar, Irun, Beasain, Saint Sébastien, Pasaje. Pas un pêcheur en mer ; les apprentis des écoles professionnelles ont rejoint le mouvement.

Cependant, le transfert de Garmendia à Burgos annonce l'ouverture prochaine de son procès et de celui d'Otaegui. Torturé, mutilé par une balle qui lui a traversé la tête de part en part, ce patriote et son camarade sont menacés aujourd'hui d'exécution.

Pour lui, pour tout le peuple basque et à ses côtés, entrons dans la lutte pour arrêter la main des bourreaux franquistes !

POLOGNE 75 : UNE "DEMOCRATIE" ANTI - POPULAIRE (1)

Décembre 1970 : Les ouvriers du collectif « La Commune » de Gdansk se mettent en grève. Leurs revendications : de meilleurs salaires et l'arrêt de la hausse des prix. La bourgeoisie polonaise envoie les flics, la milice et l'armée contre les ouvriers. On tire à la mitrailleuse sur les travailleurs. La révolte prolétarienne gagne tous les ports de la Baltique puis d'autres villes. A Gdansk, le siège du Parti « Ouvrier » Unifié Polonais (POUP) est incendié par les prolétaires dans les clameurs de l'Internationale. Les révisionnistes s'affolent : on substitue la clique de Gierak à celle de Gomulka, on prend quelques mesures « sociales » et le tour est joué... tout au moins le croit-on.

Avril 1974 : Nouvelle vague de grèves à Gdansk et Gdynia. Gierak n'hésite pas à faire appel à « L'aide de l'armée ».

Mais qu'est-ce donc que ce « socialisme » qui oppose les baïonnettes aux revendications des travailleurs ?

LA POLOGNE « POPULAIRE » : UN PARADIS POUR LES CAPITALISTES

Il y a en Pologne plus de 5,5 millions de paysans individuels. Plus de 83,2 % de la terre cultivable, l'essentiel du bétail et du matériel agricole est propriété privée : les gros propriétaires monopolisent le marché des produits agricoles et d'élevage. Au VI^e congrès

du POUP, Gierak avouait : « On en peut pas cacher les tensions et les disproportions constatées dans notre économie ». Face à cela, quelles sont les mesures prises ?

La mise en avant du profit capitaliste : les entreprises qui obtiennent de meilleurs « résultats » peuvent payer des salaires plus élevés que les autres de la même catégorie : à travail égal, le salaire n'est pas égal. Ce qui revient à essayer de briser la solidarité et l'unité ouvrières.

L'accélération de la privatisation : L'Etat abandonne des secteurs économiques au privé. En 1972, Gierak décide que chacun pourra ouvrir un restaurant ou un bar privé, les propriétaires seront exemptés, d'impôts pendant trois ans et pourront bénéficier de crédits d'Etat : 160.000 aspirants capitalistes se font inscrire.

On compte plus de 7000 entreprises industrielles privées (plusieurs centaines de milliers d'ouvriers), 100.000 entreprises artisanales. La main-d'œuvre leur est procurée par quelque 7000 « Agences » officielles (en 1972), 355.000 ouvriers ont été « placés » par ces Manpower polonais.

La mendicité des capitaux étrangers : Jan Suddiak, membre de la délégation qui signa l'accord avec la RFA en 1972, déclarait crûment : « Il faut leur pardonner (aux Allemands)

les fautes du passé car nous avons besoin de leurs crédits. Si nous refusons ces crédits nous ne pourrions nous sortir des difficultés économiques ».

L'exportation de la main-d'œuvre : L'Etat est incapable d'assurer du travail à tous, aussi la bourgeoisie « exporte » ses travailleurs. La firme polonaise BUDIMEX a installé de sinistres « foyers » de travailleurs à Lüneburg (RFA) : alors que les ouvriers polonais sont payés en zlotis polonais, la bourgeoisie empêche, elle, les « précieuses devises » en deutsch-mark.

L'EXPLOITATION ET LA MISERE DES MASSES EN POLOGNE

Le prétendu « blocage des prix » décrété par Gierak pour apaiser les travailleurs a fait long feu. Pour nombre de produits on a tout simplement

camouflé la hausse en changeant l'emballage et en collant une étiquette « nouvel article » ou « nouvelle qualité ». Entre 1971 et 1973 les fruits et légumes, ont augmenté de 100 %, et aujourd'hui, en 1975, le lait manque à Varsovie, la capitale.

La question du logement des travailleurs est particulièrement aiguë. En 1971, un million de familles attendaient un logement décent. Aujourd'hui, il faut attendre son logement environ 8 ans.

La société polonaise connaît toutes les tares du système capitaliste : vols, vagabondage, alcoolisme, drogue et prostitution progressent, tandis que l'affairisme, la concussion, la spéculation gangrèment les hautes sphères du Parti et de l'Etat.

(Suite dans notre prochain numéro).

Hervé GAY.

DEMANDE DE CONTACT AVEC LE P.C.R. (ml)

Nom
Prénom
Adresse
Profession
Envoyer à F.R. BP 161 75864 Paris Cedex 18

en bref...

Palestine

L'Organisation Internationale du Travail a décidé d'accepter en son sein une représentation de l'OLP, qui a été acclamée. Les représentants de l'impérialisme US et du sionisme ont quitté la salle sous les huées.

Corée

Le fantôme Park Chung Hee proclame sa volonté de fabriquer des armes nucléaires avec l'uranium fourni par les USA, aux fins d'agression contre la République Démocratique de Corée.

Yougoslavie

Le pays est ravagé par tous les maux du capitalisme. Cette année, l'inflation a atteint 25 % ; la balance des paiements connaît un déficit de 1,1 milliard de dollars ; et le chômage est aggravé par le retour des émigrés victimes de la crise dans les pays d'Europe occidentale (rapport de l'OCDE).

Laos

L'impérialisme US orchestre actuellement une campagne pour faire quitter le pays aux montagnards déjà déracinés par la CIA et son « général » Vang Pao, afin de reconstituer en Thaïlande une force d'agression. Parmi les faux bruits répandus : la promesse d'être reçus en Amérique.

Allemagne de l'Ouest

Le gouvernement adopte de nouvelles mesures de discrimination politique à l'égard des fonctionnaires.

Colonies de l'impérialisme Français

De fausses mesures « d'autonomie interne » sont prises en Nouvelle Calédonie et Polynésie. En fait, le pouvoir reste entre les mains du représentant de l'Etat impérialiste français.

Inde

Difficultés pour le régime réactionnaire : un tribunal ayant annulé l'élection au Parlement, plusieurs partis « de droite » refusent désormais de considérer le gouvernement d'Indira Gandhi comme légitime.

Namibie

Le secrétaire général adjoint de l'OUA proteste contre les USA, la Grande Bretagne et la France qui ont empêché l'adoption, par l'ONU d'une résolution visant à mettre fin à l'occupation de ce pays par les racistes d'Afrique du Sud.

URSS

Dans un discours « électoral », Kossyguine a affirmé le 12 juin, la volonté du social-impérialisme d'imposer « à tous les pays sans exception » le diktat des superpuissances en les contraignant à « participer aux accords déjà en vigueur ».